

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

G/ADP/AHG/W/163

14 octobre 2004

(04-4302)

Comité des pratiques antidumping
Groupe de travail de la mise en œuvre

Original: anglais

ARTICLE 13 – RÉVISION JUDICIAIRE, ARBITRALE OU ADMINISTRATIVE

Communication de la Turquie

La communication ci-après, datée du 11 octobre 2004, est distribuée à la demande de la délégation de la Turquie.

Comme toutes les mesures administratives, les décisions concernant les procédures antidumping peuvent faire l'objet d'une révision judiciaire. Étant donné que la révision judiciaire, arbitrale ou administrative constitue un volet fondamental de toute enquête, la Turquie reconnaît le droit légitime de toutes les parties intéressées de faire appel d'une décision devant une instance judiciaire ou administrative en vue d'obtenir l'annulation de la décision et/ou une indemnisation pour l'injustice commise.

Dans la Constitution turque, il est dit qu'un recours en révision judiciaire est possible contre tous actes et décisions de l'administration. De ce fait, tous les actes et toutes les décisions de l'autorité antidumping turque sont soumis au contrôle du pouvoir judiciaire.

En outre, à l'article 2 de la Loi sur les procédures judiciaires administratives, il est dit que le pouvoir judiciaire se borne à vérifier la compatibilité des actes de l'administration avec la loi. Aucune décision judiciaire ne peut être adoptée qui aurait pour effet de restreindre l'exercice des fonctions exécutives dans le respect des modalités et des principes prescrits par la loi, de se substituer à une action ou une décision de l'administration ou de supprimer des pouvoirs discrétionnaires.

Dans le cadre de la procédure de révision judiciaire de la Turquie, le tribunal peut annuler une décision administrative mais ne peut la remplacer. Par conséquent, seules les autorités exécutives peuvent modifier des décisions administratives qui ont été annulées.
